

20231012 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2023/10/12/trois-fois-plus-enfants-sans-abri-lyon-ecoles-occupees-militants-desabusés/>



« Trois fois plus » d'enfants sans-abri à Lyon : écoles occupées et militant·es désabusé·es

Depuis la rentrée de septembre, plusieurs écoles servent de lieu d'accueil à des enfants sans toit. Dans la métropole de Lyon, alors que les températures devraient bientôt baisser, près de 230 enfants sont déjà sans-abri début octobre. Un chiffre trois à quatre fois plus élevé que l'année dernière à la même date.

L'AUTEUR



Pierre Lemerle
[Plus d'articles](#)

Cela pourrait être une sortie de classe comme les autres, ce vendredi de fin octobre, à l'Est de Lyon. Devant le centre scolaire Anatole-France, dans le quartier populaire des Minguettes, à Vénissieux, des cris d'enfants envahissent l'air. Il est 16 h 45, et les élèves de ce grand centre scolaire s'apprêtent à rentrer à la maison. Du moins, pour ceux qui en ont une.

En marge du brouhaha de la sortie d'école, Fatma*, dix ans, et sa petite sœur de cinq ans nous attendent, accompagnés d'un collectif de soutien. Prêtes à partir, leurs sacs à dos floqués « Histoire des Cerises » sur le dos, elles observent avec un air curieux l'animation autour d'elles. Leur lieu de vie se situe à quelques centaines de mètres de là, dans le parc des Minguettes.

Au pied des tours, plusieurs tentes ont été plantées pour accueillir une quinzaine de personnes sans toit. La première abrite deux parents et cinq enfants âgés de 17, 14, 10, cinq et quatre ans. En cette fin de semaine, ils jouent avec quelques adolescents du coin. « Je n'arrive pas à dormir la nuit à cause du bruit des motos, se plaint Aïsha* âgée de 14 ans, élève au collège Paul-Eluard. Du coup, j'arrive en retard. »

La jeune fille fait la moue. La journée, les tentes ne risquent pas grand-chose, mise à part une frappe de footballeur mal cadrée. La nuit en revanche, elle est réveillée par quelques jeunes de passage, parfois par des sirènes de police. Pas l'idéal pour se reposer, ni pour étudier. Alors elle rame. Au collège, les élèves sont « gentils » mais personne ne connaît sa situation. Ce matin, elle a pris une heure de colle pour retard.

*Malgré leurs difficultés, les camarades et certains professeurs des enfants interrogés dans cet article ne sont souvent pas au courant de leur situation. Pour cette raison, leurs prénoms ont été modifiés.

Rien qu'à Lyon : déjà cinq écoles occupées pour les enfants sans toit

Expulsée d'un squat, Aïsha vit sous une tente avec ses parents depuis plus de 40 jours. Ces derniers sont pourtant « en règle. » Son père a obtenu récemment sa demande pour être réfugié politique. Sa mère devrait avoir ses papiers bientôt, selon son dernier rendez-vous avec l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

À côté, une autre famille syrienne a été légèrement mieux lotie. Si l'on peut dire. En raison de graves problèmes de santé de la plus jeune fille, âgée de 4 ans, la famille a été prise en charge une dizaine de jours par les services de la Métropole de Lyon. Puis, elle s'est de nouveau retrouvée à la rue.

Dans la métropole de Lyon, ils sont des centaines dans leur cas à se retrouver sans solution. Depuis le 17 septembre, le collectif lyonnais Jamais sans toit occupe l'école Gilbert-Dru (Lyon 7e) pour permettre à des enfants d'avoir un toit où dormir. Les écoles Montaigne-Ferry (Lyon 6e) et Antoine-Charial (Lyon 3e) l'ont rejoint fin septembre. L'école Mazenod (Lyon 3e) et Audrey-Hepburn (Lyon 9e) ont suivi début octobre. Quasiment chaque semaine, un nouveau lieu est occupé. Le collège des Gratte-Ciel – Mûrice Leroux, à Villeurbanne, a aussi intégré cette liste à rallonge. Les lieux accueillent une famille avec cinq enfants. L'un a moins de neuf mois.



Les enfants sont scolarisés au groupe scolaire Anatole-France, aux Minguettes. ©PL/Rue89Lyon.

Enfants sans toit dans la métropole de Lyon, des chiffres trois à quatre fois plus importants

« Ça commence très tôt cette année », soupire Raphaël Vulliez, un des porte-parole du collectif Jamais Sans toit. Depuis sa création en 2014, les membres du collectif observent une saturation croissante du dispositif d'hébergement d'urgence dans la métropole. Le Covid et ses mesures exceptionnelles avaient apporté une légère embellie en 2020-2021, suivi d'un plan intitulé « Logement d'abord » de l'État qui avait créé plusieurs milliers de places en plus dans le Rhône, avant que les ouvertures ne cessent en 2022.

Or, selon le collectif, la situation dégénère de nouveau depuis l'hiver dernier. « On est sur des chiffres trois à quatre fois plus importants que ceux connus à la même date l'année dernière », s'alarme-t-il. Au 10 octobre, Jamais sans toit dénombrait 109 familles à la rue, soit 229 enfants sur le territoire métropolitain, dont 125 dans la seule ville de Lyon. Dans ce chiffre, on comptait notamment trois femmes enceintes, quinze personnes avec des problèmes de santé et 21 enfants de moins de trois ans.

Ces chiffres exorbitants n'englobent, pourtant, qu'une partie de la réalité : celle constatée par le collectif à travers son réseau dans les écoles lyonnaises. Début septembre, [le baromètre Unicef](#) établissait qu'au moins 1 990 enfants n'avaient pas de logement dans la nuit du 21 au 22 août 2023 en France, soit plus deux fois plus qu'il y a 18 mois. Dans le Rhône, dès le 8 d'août, la commission d'urgence (regroupant notamment des acteurs du social et des services de l'État) faisait état de 373 familles sans solution. Parmi celles-ci, on comptait 171 familles avec au moins un enfant de moins de trois ans à la rue, dont 60 familles avec bébé.



À Vénissieux, près de Lyon, neuf enfants sans toit ont trouvé refuge au pied des tours des Minguettes. ©PL/Rue89Lyon.

Aux Minguettes : un hébergement en tente moins précaire qu'à l'école

Il faut dire que toutes les familles ne sont pas mises à l'abri dans une école occupée. Aux Minguettes, les familles ont décliné cette proposition faite par le collectif. « J'ai peur de ne pas pouvoir replanter ma tente si je l'enlève », explique Hanan, 35 ans, une des mères vivant en tente.

Aidée d'une AESH d'origine tunisienne servant d'interprète, la mère de famille revient sur les difficultés de vivre dans une école. Chaque week-end, cela signifie un nouveau déménagement pour la famille qui ne peut rester dans les locaux. Faire à manger n'est pas non plus aisé au sein d'un établissement... Mais la tente n'est clairement pas une situation enviable. Les jours de pluie, les affaires des enfants sont trempées. L'arrivée du froid inquiète aussi les soutiens. Bref, rien de comparable à un hébergement.

Or, celui-ci tarde à venir. « C'est la première fois que l'on n'a aucune perspective du côté de l'État », constate Camille Labeille, membre du collectif Jamais sans toit à Vénissieux. Une inquiétude traîne parmi les membres du collectif lyonnais. L'association ne veut pas servir de « dispositif officieux » pour pallier les carences de l'État et des collectivités. Elle demande aux services de la préfecture de prendre le relais, puisqu'il s'agit de leur prérogative. Ses

membres ciblent aussi la Ville de Lyon, qui s'était fixé un objectif politique en 2021, aujourd'hui loin d'être tenu : « Zéro enfants à la rue ».

Hébergement d'urgence : un droit inconditionnel

Selon l'article L. 345-2 du code de l'action sociale et des familles : « toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique et sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence ». C'est l'État qui est en charge de ce dispositif par le biais des préfectures.

Aujourd'hui, dans le Rhône, ce système est complètement grippé. Aucune ouverture de places n'est prévue. De plus, au vu de la crise actuelle du logement, les personnes logées dans le dispositif de l'hébergement d'urgence peinent à en sortir. Et ne libèrent donc pas de place pour d'autres personnes sans-abri.

À lire sur Rue89Lyon

- [Hébergement d'urgence dans le Rhône : le gouvernement fait marche arrière sur les suppressions de places prévues](#)
- [Famille à la rue à Lyon : « Nous avons peur pour nos enfants »](#)
- [À Villeurbanne, un squat refuge pour des mamans et leurs enfants](#)

À Lyon, l'échec du « zéro enfant à la rue »

Face à ses promesses, la Ville de Lyon semble bien impuissante. « Seuls, on n'y arrivera pas », pose Sandrine Runel (PS), adjointe au maire de Lyon en charge des solidarités. Selon elle, 350 places sont mises à disposition par la Ville en termes d'hébergement d'urgence. Un effort fait par la mise à disposition de son patrimoine comme des appartements situés dans le 6e, 3e et 5e arrondissement, mais aussi l'ex-commissariat du 7e ou, plus récemment, des chambres à l'ancien Ehpad de la Vilette d'Or. « On essaye de montrer à l'État qu'on n'est pas que dans la revendication, qu'il s'agit d'avancer ensemble et intelligemment », commente-t-elle.

Côté « revendication », la Ville de Lyon, avec quatre autres villes de gauche, [ont attaqué en justice l'État mardi 10 octobre](#). Objectif (symbolique) : se faire rembourser les 500 000 euros déboursés pour prendre en charge des familles à l'hôtel ou pour assurer la sécurité de gymnases [comme celui de Bellecombe](#) (Lyon 6e), occupé cet été par un collectif pour mettre à l'abri des femmes et des enfants.

Pour quelles suites ? Avec la fin de la dite « politique du thermomètre », l'État ne prévoit plus, en théorie, d'ouverture de places supplémentaires l'hiver. Or, l'arrivée de celui-ci inquiète particulièrement les familles rencontrées aux Minguettes. Si les températures de ce début d'octobre sont exceptionnellement hautes, les nuits vont vite commencer à fraîchir. À ce moment-là, les coups de mains des voisins et la solidarité des parents d'élèves ne suffiront plus. « On veut juste un logement », soupire Hanan, une mère de famille.

À Lyon, la Ville avait [ouvert un gymnase](#) pour accueillir les familles en catastrophe à l'hiver 2022. Cette action sera-t-elle reconduite ? « Si on n'a pas d'autres choix, on sera obligé d'y recourir », constate Sandrine Runel. La socialiste espère cependant que les échanges avec la préfecture permettront de trouver des solutions moins précaires pour les plus démunis. Pour l'heure, il est permis d'en douter.